



Par Philippe MEUNIER, Délégué général à la Défense du parti Les Républicains, Député honoraire, ancien membre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale.

La Loi de Programmation Militaire 2014/2019 (LPM) fut chaotique et insuffisante. La Cour des comptes, dans son référé intitulé « *LPM 2014-2019 et perspectives de la mission Défense* » du 19 juillet 2017, a souligné son « *absence de cohérence entre ambitions et moyens* ».

Il est maintenant acquis et de notoriété publique que la LPM 2014/2019, portée par François Hollande et ses gouvernements successifs, n'a pas été à la hauteur des nombreux engagements de nos forces armées.

Les contrats opérationnels définis par «le livre blanc» de 2013 ont été largement dépassés avec pour conséquences une attrition majeure du matériel, notamment dans le domaine terrestre et une baisse significative du nombre d'heures consacrées à la préparation opérationnelle, pourtant indispensable aux Hommes avant leur départ en OPEX.

Face à cette tension et à cette attrition, qui nécessitent une remontée en urgence du budget consacré à notre défense, la première mesure prise par Emmanuel Macron a été d'amputer le budget 2017 de nos armées de 850 M€, entraînant la démission du Chef d'état-major des armées, une première dans l'histoire de la République.

Le «dégel» du budget de la défense de 700 M€, volontairement «débloqués» fin décembre pour ne pas laisser le temps à nos armées de lancer les procédures d'acquisitions de leurs matériels, clôtura une année 2017 désastreuse pour notre défense.

Le budget en «trompe l'œil» de cette année 2018 n'apporte pas pour autant un début de réponse à ce manque de moyens de nos armées. Pire encore, **le gouvernement manipule l'opinion, en laissant croire aux Français que le «pouvoir d'achat» de nos armées augmente** alors qu'obligation leur est faite de financer les OPEX pour un montant de 650 M€ (450 M€ en 2017) et de financer pour un montant de 1 Md€ les mesures adoptées par le conseil de défense d'avril 2016.

Nous sommes pourtant dans un monde où les Etats se réarment massivement et où les organisations terroristes islamistes ont pour finalité l'asservissement de notre peuple.

La LPM 2019/2025 devrait ainsi avoir pour objectif la sécurité de la nation et la défense de ses intérêts avec une remontée en puissance au plus vite de nos armées. Malheureusement cette nouvelle LPM est insuffisante pour rétablir la situation, du fait d'une trajectoire budgétaire qui fait reposer sur le quinquennat suivant l'essentiel de l'effort financier (+3 Md€/an mais seulement à partir de 2023).

Cette manœuvre politicienne ne trompe personne et n'est vraiment pas à la hauteur des enjeux. Elle est malheureusement à l'image de la LPM du précédent quinquennat.

Sans compter que nos armées auront l'obligation de financer les OPEX pour 1,1 Md€, dès l'année 2020, contrairement à l'engagement de campagne d'Emmanuel Macron de ne plus faire payer par les armées le coût des OPEX.

La modernisation nécessaire de nos deux composantes de la dissuasion nucléaire (Air/Mer), lui permettant d'assurer sa pérennité dans un contexte international tendu et pour répondre à l'arrivée de nouvelles technologies, nécessitera aussi un effort budgétaire évalué par la LPM à environ «25 Md€ sur la seule période» de 2019 à 2023.

Cet effort financier est à saluer car il permettra à la France de sauvegarder sa capacité de frappe nucléaire mais il faut savoir que cette modernisation ne sera pas menée de concert avec un renouvellement suffisant de notre armement conventionnel, faute de moyens budgétaires suffisants. Il faudra donc attendre, pour atteindre «le modèle de défense complet» de la revue stratégique, l'année... 2030.

Il est tout aussi regrettable de constater avec quelle légèreté, pour ne pas dire «amateurisme», le Président de la République, le gouvernement et sa majorité parlementaire «gèrent» le projet de «Service National Universel» (SNU).

Quel que soit le format retenu au final, chacun sait que son impact budgétaire de plusieurs milliards d'euros ne sera pas sans conséquences. Quoi qu'il en soit, il s'agit dès à présent de rappler notre opposition à toute proposition du gouvernement susceptible de financer ce SNU par le budget de nos armées.

Pour en finir avec ces LPM qui reportent à chaque fois sur «les majorités» suivantes l'augmentation des crédits nécessaires à nos budgets de la défense, il serait nécessaire de procéder à un mode opératoire crédible et respectueux de nos armées et de notre industrie de la défense.

A l'avenir, seule une loi de programmation militaire basée sur la durée du quinquennat permettrait de retrouver une crédibilité et surtout la confiance entre le pouvoir exécutif, les forces armées et l'industrie de la défense. **«Le temps budgétaire» correspondrait ainsi au «temps politique» sans faux semblant.**

Il serait tout aussi important de mettre fin au financement des OPEX par le budget de la défense afin de respecter les engagements de la LPM pris devant la nation pour assurer sa défense.

Et enfin, ce gouvernement qui souhaite financer un projet de pseudo «service militaire» dénommé maintenant «service national universel», ferait mieux d'utiliser ces moyens budgétaires pour répondre aux besoins immédiats et urgents de nos armées.

Cela éviterait d'attendre le quinquennat suivant...